

## 1. Recommandations de la SOCLE 2017

### Recommandations générales

Les évolutions réglementaires récentes confient spécifiquement aux EPCI-FP le bloc de compétences liées à la gestion de l'eau potable et de l'assainissement, des milieux aquatiques et des risques d'inondation.

Les EPCI-FP auront la responsabilité de mettre en œuvre les actions nécessaires pour répondre sur leur territoire aux enjeux d'intérêt général liés à la gestion de l'eau potable et de l'assainissement, aux milieux aquatiques et à la prévention des inondations, (en référence à la Directive cadre sur l'eau et au SDAGE, ainsi qu'aux éventuels SAGE, à la Directive inondation et au PGRI).

La mise en œuvre de ces compétences doit s'appréhender comme un véritable engagement dans un projet de territoire qui doit intégrer une définition commune d'objectifs d'intervention, en lien avec l'aménagement du territoire et en recherchant une organisation cohérente et rationnelle des acteurs de l'eau.

Afin d'identifier les objectifs et d'en assurer la mise en œuvre à l'échelle du bassin Artois-Picardie, la stratégie SOCLE préconise les orientations suivantes :

#### **Poursuivre l'accompagnement des collectivités**

La SOCLE est un document d'orientation à l'échelle du bassin Artois-Picardie et des grands territoires hydrographiquement cohérents. Toutefois, des réflexions locales sont à conduire pour définir ce projet de territoire et la structuration adaptée pour y répondre.

Cette stratégie contribue à l'accompagnement des collectivités :

- En incitant les EPCI, et les structures les regroupant, à engager ou poursuivre les réflexions locales permettant d'identifier et d'évaluer les enjeux relatifs à la gestion de l'eau (eau potable et assainissement), des milieux aquatiques et des risques naturels ainsi que les moyens techniques et financiers à mobiliser.

*À cette fin, plusieurs outils peuvent être mobilisés pour éclairer les réflexions (études Agence de l'Eau, études PAPI d'intention...).*

- En encourageant les collectivités à renforcer les liens entre compétences de l'eau, risques naturels et aménagement/urbanisme, notamment par le biais des SCOT et des PLUI.

*Le lien est fort entre les décisions d'aménagement du territoire et les conséquences en faveur ou en défaveur d'une gestion durable de la ressource en eau, des milieux aquatiques et de la préservation des biens et des personnes face aux risques naturels. La loi offre une opportunité aux EPCI de disposer de l'ensemble des leviers. Ils peuvent disposer ainsi d'une vision intégrée de ces problématiques, leur permettant de mieux répondre aux dispositions du SDAGE et du PGRI.*

- En renforçant la pédagogie et en facilitant les concertations territoriales en privilégiant les instances existantes aux différentes échelles (CLE de SAGE, CDCI, MATB...) et en créant le cas échéant des instances de concertation ad hoc s'il n'en existe déjà.

### **Organiser les solidarités**

La SOCLE a pour objectif d'identifier et faciliter l'organisation des principes de solidarité :

- En incitant les EPCI, et les structures les regroupant, à engager ou poursuivre l'analyse de ces enjeux sur leur territoire et au regard des périmètres de gestion les plus pertinents (bassin versant, unité d'eau et d'assainissement...) afin de dégager les solidarités nécessaires, dont financières, et la gouvernance adaptée (ex : amont/aval, urbain/rural.)

*Les organisations seront structurées en fonction des principes hydrographiques (bassin versant, amont/aval, urbain/rural, producteurs d'eau/consommateur, zone d'expansion de crues/zone protégée, transfrontalier), au moyen d'accords formalisés et durables incluant une définition claire des objectifs, des responsabilités et des modalités financières.*

*Les impacts du changement climatique devront être intégrés dans ces réflexions.*

*Les EPCI ont la possibilité de déléguer ou de transférer tout ou partie de ces compétences. Dans ce cas, il est conseillé de procéder à une analyse avantages/inconvénients des organisations actuelles et envisageables en intégrant les recommandations précédentes. Si l'organisation actuelle apparaît satisfaisante, il convient dans ce cas de la pérenniser ou la faire évoluer (périmètre, statuts, compétences, moyens...).*

- En veillant à la cohérence des organisations envisagées avec les périmètres des projets de territoire en lien avec l'eau et les risques naturels (structures en charge de la maîtrise d'ouvrage et de la coordination : SLGRI, PAPI, SAGE, Plan de Gestion).
- En rendant lisibles, cohérentes et efficaces les relations entre les structures de planification, celles de coordination et celles à portée opérationnelle si elles sont différentes.

### **Poursuivre les actions engagées et assurer la pérennité de l'organisation**

**La SOCLE propose une vision à différentes échelles de temps en partant des organisations et moyens déjà existants :**

- En favorisant les structures adaptées aux enjeux de territoires et aux statuts juridiques précis permettant de clarifier les responsabilités et de garantir la cohérence des actions (tout en évitant les superpositions excessives).

- En organisant et en accompagnant la reprise des compétences déjà exercées et des projets engagés par les nouvelles structures.
- En renforçant la légitimité, la robustesse et la pérennité des structures existantes lorsque celles-ci voient leur efficacité confirmée par l'analyse des enjeux et des besoins locaux.

### **Anticiper les prochaines échéances**

Que ce soit au titre de la GEMAPI ou de l'eau et de l'assainissement, le 1er janvier 2018 n'est pas une date butoir. Une période transitoire s'engage jusqu'en 2020. Il convient de la mettre à profit pour poursuivre les réflexions.

- En engageant des réflexions concertées par territoire, qui associent et sollicitent la position des Départements et de la Région, visant à la structuration des compétences avec des objectifs de cohérence hydrographique, de mutualisation des moyens.
- En maintenant un accompagnement fort des services de l'Etat et de l'Agence de l'Eau dans les réflexions des EPCI en lien avec les autres sujets de coopérations intercommunales.
- En renforçant l'appréhension de cette stratégie auprès des acteurs administratifs des territoires (SDCI, sous-préfecture...).
- En favorisant les conditions nécessaires à la poursuite des réflexions : 0 instances de bassin (et en premier lieu la MATB), promotion des actions de pédagogie et de communication, poursuite d'une politique de soutien aux études de diagnostic et de gouvernance (dans le cadre du XIème programme d'interventions).
- En mutualisant les données en continu entre les différents acteurs dans l'optique d'une construction plus progressive et concertée.

### **Recommandations pour les compétences GEMAPI, ruissellement et animation**

#### **Développer la cohérence hydrographique de l'organisation de la compétence GEMAPI**

- En favorisant l'organisation des compétences à l'échelle des bassins versants :

*Ceci est particulièrement pertinent pour traiter, gérer les masses d'eau partagées entre des EPCI FP différents. À des échelons supérieurs, le respect des limites hydrographiques est indispensable pour les EPAGE et les EPTB.*

*Pour ces derniers, les périmètres minimaux de référence sont les territoires de*

*SAGE dont le bassin Artois-Picardie est entièrement couvert.*

- En veillant notamment à la cohérence des organisations envisagées avec les périmètres des SAGE, PAPI, SLGRI, Plan de Gestion...
- En développant la coordination entre acteurs partageant certains enjeux (notamment SAGE avec liens amont-aval, Syndicats intervenant sur la façade littorale) en mettant en place les outils les plus adaptés.

### **Assurer conjointement les missions de la compétence GEMAPI**

- En recherchant l'exercice global de la compétence sur l'ensemble des items de la GEMAPI tel que prévu par l'Article L211-7 CE (cf annexe 2), l'item 5 pouvant être découpé entre les inondations continentales et la submersion marine sous condition d'une coordination /cohérence et intégration réciproque entre les différents types de risques naturels littoraux et continentaux. Ce principe sera à réétudier à l'occasion de la révision de la SOCLE en 2021.
- En attribuant l'ensemble des compétences à une structure unique de type syndicat mixte, intervenant sur un bassin versant ou un groupe de bassins versants et disposant des capacités techniques et financières adéquates. Si il est justifié que ceci n'est pas possible ou pertinent, les structures concernées mettront en place les moyens d'une concertation réelle pour s'assurer de la cohérence des stratégies poursuivies et des actions menées.
- En favorisant l'exercice conjoint des items relatifs à la GEMAPI tel que prévu par l'Article L211-7 CE (cf annexe 2) et de l'item 4 relatif à la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement et à la lutte contre l'érosion des sols.
- En veillant à l'articulation entre les échelles de planification, de coordination et de maîtrise d'ouvrage.

### **Recommandation pour les compétences Eau potable et assainissement**

- En favorisant les modes d'organisation qui intègrent la lutte contre les pollutions, les actions de préservation de la ressource et la compétence eau et assainissement.
- En favorisant une organisation permettant une gestion durable et optimisée du patrimoine en étudiant en particulier les opportunités de mutualisation.

### **Eau potable :**

- En étudiant, en fonction de la ressource exploitée et en particulier sa vulnérabilité, les possibilités de regroupement selon une logique de bassin hydrographique ou de masse d'eau souterraine.
- En mettant en place une solidarité effective et pérenne entre zones de production d'eau et zones d'utilisation, en veillant au juste partage de la

ressource en fonction des besoins et à la contribution de l'ensemble des utilisateurs aux actions de préservation de la qualité et de la quantité de la ressource partagée.

### **Assainissement :**

- En assurant de préférence une gestion de l'assainissement collectif par une seule structure, à l'échelle de la zone de collecte de sa ou ses stations d'épuration.
- En privilégiant des organisations permettant de prendre en compte la gestion des eaux pluviales urbaines, à l'intérieur de l'assainissement collectif, et en lien avec la lutte contre les inondations et la compétence de maîtrise du ruissellement ou de lutte contre l'érosion des sols.
- En concernant l'assainissement non collectif, coordonner les actions en fonction des enjeux pour les milieux, selon les contextes à l'échelle du bassin versant ou de la masse d'eau souterraine.

## **2. Recommandations pour les évolutions de la SOCLE**

Prolonger le travail d'élaboration de la SOCLE pour approfondir l'analyse sur les thématiques déjà traitées dans cette première SOCLE et pour **intégrer le cas échéant les thèmes qui n'ont pas été pris en compte** et qui présenteraient un enjeu pour le bassin Artois-Picardie.

Poursuivre le recueil des données manquantes en organisant la collecte et la mutualisation des données auprès et entre les structures productrices et détentrices de données.

**Faire le bilan des résultats des concertations autour des équipements structurants**, et analyser les éventuels besoins de recommandations à inclure dans la SOCLE pour améliorer leur intégration dans la gestion de l'eau dans les territoires.

**Faire une veille juridique**, intégrer dans la SOCLE les conséquences des évolutions constatées et actualiser les outils mis à la disposition des collectivités.

Poursuivre le travail engagé par la SOCLE en le complétant avec des boîtes à outils, visant à faciliter la compréhension et l'appréhension des enjeux, accompagner la mise en œuvre des politiques environnementales (PAPI, Plan de Gestion, SDGEP, contrat de ressource...) et promouvoir la stabilité juridique et organisationnelles des structures.

# Annexe 1

## Glossaire - Principaux termes et sigles employés

- **AEAP**: Agence de l'eau Artois - Picardie.
- **ASA**: Associations Syndicales Autorisées.
- **BANATIC**: BAse NATionale d'Information sur l'interCommunalité.
- **Bassin hydrographique**: toute zone dans laquelle toutes les eaux de ruissellement convergent à travers un réseau de rivières, fleuves et éventuellement de lacs vers la mer dans laquelle se déversent par une seule embouchure, estuaire ou delta.
- **CC, CA, CU**: Communauté de Communes, Communauté d'Agglomération, Communauté Urbaine.
- **CD**: Conseil Départemental.
- **CDCI** : Commission Départementale de Coopération Intercommunale
- **CGCT**: Code Général des Collectivités Territoriales.
- **CGI**: Code Général des Impôts.
- **CG3P**: Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.
- **CR**: Conseil régional.
- **CT**: Collectivités territoriales.
- **CE** : Code de l'Environnement
- **DCE** : Directive Cadre sur l'Eau
- **DI** : Directive Inondations
- **DDT(M)**: Direction Départementale des Territoires (et de la Mer).
- **DREAL**: Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.
- **EPAGE**: Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'Eau.
- **EPCI (-FP)**: Etablissement Public de Coopération Intercommunale (- à Fiscalité Propre).
- **EPTB**: Etablissement Public Territorial de Bassin.
- **GEMAPI**: Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (missions 1, 2, 5 et 8 du L. 211-7 CE)
- **Intérêt Communautaire**: ligne de partage au sein d'une compétence entre les domaines d'action transférés à la communauté et ceux qui demeurent au niveau communal.
- **Loi MAPTAM**: Loi n° 2014-58 du 27/01/2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.
- **Loi NOTRe**: Loi n°2015-991 du 7/08/2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.
- **MATB** : Mission d'Appui Technique de Bassin

- **MEL** : Métropole Européenne de Lille
- **PAPI**: Programme d'Actions et de Prévention des Inondations.
- **PCB** : Préfet Coordonnateur de Bassin
- **PDM** : Programme De Mesures (adossé au SDAGE)
- **PGRI**: Plan de Gestion des Risques Inondations.
- **Plan de Gestion (de cours d'eau)** : Programme pluri-annuel de restauration et d'entretien écologique (de cours d'eau)
- **PLU (I)** : Plan Local d'Urbanisme (Intercommunal)
- **SAGE**: Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau.
- **SCOT** : Schéma de Cohérence d'Organisation Territoriale
- **SDAGE**: Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau.
- **SDCI** : Schéma Départemental de Coopération Intercommunale
- **SDGEP** : Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales
- **SLGRI** : Stratégie locale de gestion des risques d'inondation
- **SOCLE** : Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau
- **SM / SMO /SMF**: Syndicat Mixte / Syndicat Mixte Ouvert / Syndicat Mixte Fermé.
- **TRI** : Territoires à Risques Importants d'inondation (11 TRI dans le bassin Artois –Picardie)

PROJET



## Annexe 2

### Article L211-7 CE

(Modifié par [Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 - art. 3](#) – version en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2017)

I. - Les collectivités territoriales et leurs groupements ainsi que les syndicats mixtes créés en application de l'article [L. 5721-2](#) du code général des collectivités territoriales sont habilités à utiliser les articles L. 151-36 à L. 151-40 du code rural et de la pêche maritime pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe, et visant :

**1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;**

**2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;**

3° L'approvisionnement en eau ;

*4° La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;*

**5° La défense contre les inondations et contre la mer ;**

6° La lutte contre la pollution ;

7° La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;

**8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;**

9° Les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile ;

10° L'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants ;

11° La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;

*12° L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.*

*Les compétences visées aux alinéas précédents peuvent être exercées par l'établissement public Voies navigables de France sur le domaine dont la gestion lui a été confiée.*

I bis. - Lorsqu'un projet visé aux 1°, 2° et 5° du I dépassant un seuil financier fixé par décret est situé dans le périmètre d'un établissement public territorial de bassin visé à l'article L. 213-12, le préfet saisit pour avis le président de cet établissement. A défaut de réponse dans un délai de deux mois, l'avis est réputé favorable.

I ter. - Lorsque l'état des eaux de surface ou des eaux souterraines présente des enjeux sanitaires et environnementaux justifiant une gestion coordonnée des différents sous-bassins hydrographiques de la région, le conseil régional peut se voir attribuer tout ou partie des missions d'animation et de concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques mentionnées au 12° du I du présent article, par décret, à sa demande et après avis de la conférence territoriale de l'action publique mentionnée à l'article [L. 1111-9-1](#) du code général des collectivités territoriales.

La région exerce ces attributions en coordination avec le comité de bassin, sans préjudice des compétences des autres collectivités, de leurs groupements et des syndicats mixtes, et sans préjudice des missions des personnes morales de droit



public auxquelles la commission locale de l'eau a confié son secrétariat, ainsi que, le cas échéant, les études et les analyses nécessaires à l'élaboration du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et au suivi de sa mise en œuvre.

II. - L'étude, l'exécution et l'exploitation desdits travaux peuvent être concédées notamment à des sociétés d'économie mixte. Les concessionnaires sont fondés à percevoir le prix des participations prévues à l'article L. 151-36 du code rural et de la pêche maritime.

III. - Il est procédé à une seule enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du présent code au titre de l'article [L. 151-37](#) du code rural et de la pêche maritime, de l'article [L. 181-9](#) ou le cas échéant, des articles [L. 214-1](#) à [L. 214-6](#) du présent code et, s'il y a lieu, de la déclaration d'utilité publique.

IV. - Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, les servitudes de libre passage des engins d'entretien dans le lit ou sur les berges des cours d'eau non domaniaux, instaurées en application du décret n° 59-96 du 7 janvier 1959 relatif aux servitudes de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables sont validées et valent servitudes au sens de l'article [L. 151-37-1](#) du code rural et de la pêche maritime.

V. - Les dispositions du présent article s'appliquent aux travaux, actions, ouvrages ou installations de l'Etat.

VI. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

NOTA :

Conformément à l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017, ces dispositions entrent en vigueur le 1er mars 2017 sous réserves des dispositions citées au dit article.

PROJET